

Décision n° 2018-197

autorisant le prélèvement d'espèces végétales
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment son article 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 2 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe

VU la demande présentée le 30 mai 2018 par Monsieur Julien ANDRIEU, Université Nice Sophia-Antipolis.

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du Parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

Article 1 :

Monsieur ANDRIEU Julien, maître de conférences et chercheur à l'Université de Nice Sophia Antipolis, ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies ci-après à prélever, détenir, transporter et emporter en dehors du cœur du Parc national, des échantillons de la flore sauvage.

Ces prélèvements sont destinés à fournir le matériel scientifique nécessaire à une étude sur le profil cyto-génomique et sur la biologie de la reproduction des Asteracées, en relation avec l'adaptation aux hautes altitudes à l'échelle de toute la famille de ces plantes.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la période allant du 1er juin au 30 août 2018 sur les parties de territoires incluses dans le cœur du Parc national du Mercantour situés sur les communes suivantes :

- vallées de la Roya-Bévéra (06) , Breil-sur-Roya, Saorge, Fontan, Tende

Article 3 : prescription particulière liée à la circulation et au stationnement des personnes au sein de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe

Au sein de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, le bénéficiaire est autorisé en tant que de besoin à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public, sous réserve d'être accompagné d'un professionnel de la montagne ayant obtenu l'agrément Merveilles.

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prélèvements autorisés

4.1. Les espèces ou groupes d'espèces autorisés à la collecte durant la campagne d'inventaire/suivi sont les suivantes:

- toute espèce de plantes vasculaires, non protégée au titre de l'article L.411-14 du code de l'environnement.

4.2. Sont autorisés les prélèvements suivants :

- une fleur et une feuille par individu seulement par station et relevés.

4.3. Les prélèvements seront réalisés exclusivement manuellement ou à l'aide d'un petit outil tranchant.

Article 5 : prescription particulière relative à l'information préalable des services

Le bénéficiaire devra obligatoirement se présenter au chef de service territorial concerné avant d'engager toute opération, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge du bénéficiaire.

Contacts :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 6 : prescriptions relatives au respect général de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national et à l'information des autres usagers

6.1. Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du Parc national du Mercantour.

6.2. Il devra observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes le sollicitant en ce sens, le bénéficiaire devra expliquer l'objectif de son activité, et préciser qu'elle est dûment autorisée par le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 7 : prescriptions particulières relative à la transmission des résultats de l'étude et à leur publication

7.1. Au plus tard un an après la fin de ses prospections, le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats des recherches ainsi que les données brutes commentées et les localisations précises de chaque prélèvement.

7.2. Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une copie papier et une version numérique de toute publication liée au projet devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 8 : mentions relatives au champs d'application de la décision

8.1. La présente décision n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du parc national, ou des autres réglementations en vigueur notamment issue des articles L.411-1 et suivants du code de l'environnement.

8.2. Cette décision ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur le milieu naturel, les espèces de la faune et de la flore sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 9 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et le cas échéant, de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur de parc national.

Les autorisations nécessaires notamment à l'acheminement des matériels de prélèvement devront faire l'objet d'une demande ultérieure auprès du service territorial concerné – cf. article 2, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 10 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A la demande de ces derniers, le bénéficiaire est tenu de soumettre les prélèvements éventuels à leur contrôle.

Article 11 :


Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 12 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 5 juin 2018

 Le Directeur du
Parc national du Mercantour
CHRISTOPHE VIRET